



Déclaration CHSCT-SD FSU12 Jeudi 16 septembre 2021

Madame la Présidente,
Mesdames et messieurs les membres du CHSCT-SD de l'Aveyron

Comme vous le savez, l'été aura été marqué fortement par la question sanitaire avec la forte 4^e vague due à un variant Delta très contagieux et la décision prise par le gouvernement d'imposer un pass sanitaire à l'entrée de certains lieux.

Si une vaccination généralisée de la population est indispensable pour combattre l'épidémie, la coercition et la pression ne peuvent remplacer une politique sanitaire qui prévient, protège, informe, incite et vaccine au plus près de la population. Les inégalités d'accès à la vaccination sont pourtant criantes, que ce soit en France ou encore bien davantage à l'échelle mondiale, démontrant la nécessité de la levée des brevets pourtant refusée par de nombreux pays riches.

La rentrée scolaire s'est à nouveau effectuée, une seconde fois, en pleine crise sanitaire. La publication tardive et non concertée du protocole ministériel fait l'impasse sur des mesures indispensables : non brassage systématique, absence d'une véritable stratégie de dépistage, équipement des locaux en détecteurs de CO₂ et travaux pour améliorer l'aération ... L'état, avec l'éducation nationale, a-t-il profité des congés pour engager un grand plan sur le bâti scolaire ? Pour installer des capteurs de CO₂ ou des purificateurs d'air dans toutes les classes ? Il n'en est rien.

A quelques jours de la rentrée, la dernière pour notre ministre, celui-ci a communiqué, par la presse encore une fois, le niveau retenu parmi les 4 protocoles présentés en juillet. Ce protocole appliqué à la rentrée est moins exigeant que celui de fin d'année alors que la communauté scientifique s'inquiète notamment de la circulation du variant Delta chez les enfants et jeunes suite à la réouverture des établissements et écoles.

Vous le savez, notre préoccupation est la réussite des élèves. De tous les élèves. Pour la FSU, la lutte contre les inégalités sociales et scolaires est une priorité. L'épidémie a aggravé les inégalités sociales. Les cartes de la couverture vaccinale en témoignent. Les secteurs les plus défavorisés socialement sont les moins vaccinés. Il est difficile d'accepter la différence de traitement qui est imposée à des élèves dont la classe est touchée par un cas positif sous prétexte qu'ils-elles ne sont pas vaccinés-es.

La FSU profitera de cette plénière pour vous questionner, Madame la présidente, sur des situations rencontrées par nos collègues enseignant-es lorsqu'un-e de leurs élèves est testé-e positif-ve.

Et puis l'été n'a rien arrangé sur la politique éducative générale du ministère : sous-investissement chronique, projets de réforme dont la direction d'école avec la volonté d'imposer un statut hiérarchique pour les grosses écoles ou encore celle de l'éducation

prioritaire, des mesures de revalorisation loin d'être historiques tandis que la vision managériale irrigue toujours fortement l'agenda social en cours.

Les annonces d'Emmanuel Macron concernant les écoles, lors de son déplacement à Marseille sont intolérables. Le gouvernement profite de l'état d'insalubrité, de conditions de travail déplorables pour nos collègues et de conditions d'apprentissage inadmissibles pour les élèves pour imposer une évolution libérale de l'école en demandant aux directeur-trices de choisir leur équipe enseignante. Il a été également demandé aux directeur-trices de 50 écoles de Marseille de produire rapidement un projet innovant afin de bénéficier d'une restauration des bâtiments de l'école.

Ces faits sont inadmissibles, intolérables car tous les élèves de France devraient pouvoir bénéficier d'une scolarité dans de bonnes conditions d'apprentissage et ce, sans aucune condition.

Si aujourd'hui, la FSU12 dénonce cette tentative de libéralisation de l'école à Marseille, c'est parce qu'elle n'est pas dupe de la volonté du gouvernement d'imposer et de généraliser ce modèle, d'ici peu, à toutes les écoles Françaises.

De plus, qui peut oser croire que le choix par une directrice ou par un directeur de son équipe serait la solution miracle aux problèmes des écoles Marseillaises et des écoles Françaises en général ? Par ailleurs, ces propos émanant du chef de l'état sont d'une rare violence pour les collègues confronté-es chaque jour à la misère sociale et à la non mixité car ils sous-entendent que c'est un manque d'investissement professionnel qui est à l'origine des difficultés scolaires.

Cette modification en profondeur du fonctionnement de l'école sera un des ressorts de **la grève éducation du 23 septembre**. Cette journée de grève mettra bien évidemment au premier plan de nos exigences celle d'un plan d'urgence pour le service public d'éducation.

Et c'est avec toujours autant de détermination que la FSU défendra, lors de cette nouvelle année scolaire, les conditions de travail de tous-tes les personnel-les.